

NOUVELLE FORME DE SOCIÉTÉ CIVILE, CENSURE
ET LUTTES SOCIOPOLITIQUES EN TEMPS DE PANDÉMIE

ANTOINE HEEMERYCK*

ABSTRACT

A NEW FORM OF CIVIL SOCIETY, CENSORSHIP
AND SOCIOPOLITICAL STRUGGLES DURING PANDEMIC TIMES

This article offers an analysis of the sociopolitical dynamic in the authoritarian situation of the Covid-19 pandemic (mainly but not only in France). To this aim, first I scrutinize the emergence of new actors in the field of civil society. Then, I show the impact of censorship and its consequences in the field of science, mass media and politics. Last, in the context of algorithmic post-truth, I analyze the nature of the political conflict using several examples.

Keywords: Pandemic, authoritarianism, censorship, science, political hegemony.

Cet article propose une analyse des dynamiques sociopolitiques qui ont vu le jour dans la conjoncture de la pandémie de Covid-19. La perspective adoptée ne s'intéresse pas directement à la scène politique, mais plutôt aux transformations observées au niveau mésosociologique de la société civile¹. Elle concerne principalement la France sans toutefois s'y limiter. Si la période de pandémie, en raison des mesures imposées, a épisodiquement étouffé la possibilité de manifester concrètement – pensons par exemple aux grèves du climat –, d'autres organisations sont apparues dans ces circonstances spécifiques. Dans ce cadre, les réseaux sociaux ont pris une importance inédite.

Aujourd'hui, l'efficacité des politiques d'endiguement promues en Occident et dans de nombreux pays (confinement général, fermeture des commerces, port du masque en population générale à l'air libre et imposition de la distance physique à l'extérieur...) est largement remise en cause par les méta-analyses réalisées par les

* National Museum of Romanian Peasant, e-mail address: antoine.heemeryck@gmail.com.

¹ Sur les transformations sociales observées pendant la pandémie ainsi que les mobilisations, on pourra se reporter par exemple à Selim (2020), Selim et Phélinas (2023), Morovitch et Selim (2023).



institutions les plus sérieuses et indépendantes (Bendavid *et al.*, 2020, Jefferson *et al.*, 2023) à l'instar de Cochran. Ces résultats sont un véritable camouflet pour la politique adoptée par la majorité des pays occidentaux qui révèle un penchant totalitaire renforcé par une évidente incapacité à gouverner dans cette situation particulièrement complexe. Et ce d'autant plus que ces mesures ont eu des répercussions importantes sur la santé des individus, notamment au niveau psychosociologique comme le montrent maintes études sur le sujet (Meherali *et al.*, 2021). Les conséquences politiques des luttes observées au cours de cette période sont pour partie devenues structurelles et on ne pourra faire preuve de cécité volontaire quant au poids de cet épisode sur l'accélération du tournant autoritaire évident, depuis lors, dans des pays comme la France.

Afin d'éviter toute confusion, précisons les indices qui nous permettent d'utiliser les termes « tendance totalitaire ». Tout d'abord, une volonté de contrôle des individus de leur moindre geste jusqu'à leur mode de pensée. Ensuite, une suspension des droits dits naturels et imprescriptibles (dans une acception jusnaturaliste du droit) : liberté d'expression, de circulation, de socialisation et de contestation des politiques publiques. Dans cette configuration, nous avons vu s'ériger un régime discrétionnaire d'autorisations délivrées par les gouvernements. Autrement dit, ceux-ci s'arrogeaient le rôle d'arbitre unique qui leur permettait d'accorder, de suspendre ou de refuser l'exercice d'un droit fondamental garanti constitutionnellement par simple décret. Ce sont les autorités politiques qui ordonnaient ce qu'était le réel et, par déduction, le faux dans un régime de gouvernance proche de la post-vérité. Autant dire que nous avons assisté à une période particulièrement rude pour l'État de droit. Enfin, soulignons l'usage systématique de techniques de propagande : injonctions paradoxales, discriminations, désignation d'ennemis, création d'antagonismes (entre vaccinés et non-vaccinés, entre jeunes et âgées), etc. C'est pour contrer cette dynamique qu'a émergé un ensemble d'associations relevant de la société civile. En France, elles ont justement été établies pour contrer la politique adoptée par le gouvernement et faire reconnaître ses effets adverses. C'est sur ces nouveaux acteurs d'une sensibilité relevant d'une « droite » conservatrice ou formellement apolitique que nous nous pencherons dans un premier temps. Ensuite, nous évoquerons l'apparition d'un mouvement d'opposition menée plus particulièrement par des associations de scientifiques. Enfin nous verrons comment a émergé une société civile contestant le questionnement du récit officiel, servant de pivot à l'autoritarisme de l'État dans sa quête d'hégémonie totale.

NOUVELLES FORMES D'ENGAGEMENT

Dans la galaxie des associations nées à la suite de la pandémie, certaines se font remarquer grâce à des stratégies de contestation et de communication originales. Par exemple, l'association Les Mamans louves dénonce les répercussions psychiques et physiologiques de la violence des mesures sanitaires auprès des enfants². Elle

² On pourra se référer ici à leur site internet qui compile un grand nombre de données ainsi qu'à leurs interventions dans les médias : <https://www.mamanslouves.org/>

lutte contre la vaccination obligatoire anti-Covid 19 pour les tranches d'âge les plus jeunes de la population. Elle porte également un regard critique sur l'éducation sexuelle des enfants avant l'âge de 15 ans, notamment parce que, selon elle, celle-ci est réalisée par des non-professionnels qui peuvent projeter sur les plus jeunes leurs propres représentations de la sexualité. Ceci entre dans un débat plus large sur la sexualisation des enfants et la prévention des violences qu'ils peuvent subir qui dépasse largement le cadre de notre discussion. Par conséquent, on évitera de l'aborder ici plus en profondeur. Les mamans louves ont accumulé des témoignages effrayant sur le traitement des enfants pendant la pandémie. Ainsi, de simples surveillants de cantine dans les écoles se comportaient-ils avec une fureur incroyable, punissant et hurlant sur tout enfant qui ne portait pas un masque chirurgical entre deux bouchées de nourriture. Les appels à la gendarmerie se multipliaient pour faire porter aux enfants récalcitrants le masque dans la cour de récréation. Autant de scènes qu'on aurait eu des difficultés à imaginer dans « une société ouverte » quelques mois auparavant. Quant aux parents qui entendaient recevoir des explications et protéger leurs enfants de la violence de l'État, ils ont parfois eux-mêmes été punis, car, en certaines occasions, leur progéniture a été exclue de l'établissement où elle était scolarisée. Répression, harcèlement, délation sont des comportements qui ont été observés à un niveau assez considérable pour poser la question de l'infection politique du corps social. Tout se passe comme si l'autoritarisme, la violence et la peur de la classe dirigeante s'étaient reproduits jusqu'aux échelles microsociales engendrant des attitudes belliqueuses et abusives sur fond d'hystérisation collective. Il ne fait pas de doute que ces comportements ont été encouragés et que chaque délateur ou persécuteur s'adossait à la légitimité de l'État pour ce faire. En guise d'illustration, citons la déclaration exemplaire du président de la France E. Macron :

« J'ai très envie de les emmerder [...] Donc on va continuer de le faire, jusqu'au bout, c'est ça la stratégie », « c'est l'immense faute morale des antivax : ils viennent saper ce qu'est la solidité d'une nation. Quand ma liberté vient menacer celle des autres, je deviens un irresponsable. Un irresponsable n'est plus un citoyen » (20 novembre 2021).

En l'état, il s'agit bel et bien d'une incitation à la haine contre une partie de la population.

Ces femmes ont cherché à plaider leurs causes auprès des institutions publiques qui, en toute logique, n'ont pas dénié leur répondre clairement. L'arbitraire de l'État et la dilution de la responsabilité sont effectivement des indicateurs d'un raidissement autoritaire. Pour renforcer son poids, l'organisation s'est alliée à d'autres structures comme le Collectif de santé pédiatrique, le Collectif national des orthophonistes, etc. Ces liens expliquent en partie la professionnalisation rapide de l'organisation qui produit ses propres bilans.

Autre association principalement animée par des femmes, Où est mon cycle ?, recueille les témoignages de femmes ou de filles victimes de troubles de l'appareil

reproductif qui « pourraient être liés » (selon elle) au vaccin anti-Covid-19³ : aménorrhée, ménorragie, syndrome des ovaires polykystiques, fausses couches, etc. À la différence de l'organisation précédente, il s'agit de femmes qui ont accepté de se faire vacciner à plusieurs reprises. En 2023, ces témoignages s'élevaient à plus de 5 000 personnes. Ces associations ont fait appel à des experts dans divers domaines (mathématiques, psychologie, statistiques, gynécologie, pharmacie etc.) afin de donner corps à leurs revendications. En France, elles ont eu les pires difficultés à se faire entendre. Cette association a réussi à créer des liens entre des personnes isolées pour donner un sens collectif à leur souffrance et questionnement individuels. Mais les autorités publiques restent aujourd'hui encore très réticentes à l'idée de lancer un débat sur les effets secondaires du vaccin. Réaction somme toute logique, dans la mesure où il risquerait de mettre la classe dirigeante en porte-à-faux avec la population. D'autant plus que les bases de données comme le VAERS (Vaccine Adverse Event Reporting System, consultable en ligne) montrent des chiffres assez effrayants en la matière.

Quoi qu'il en soit, l'introduction en toute urgence des vaccins contre le Covid-19 (la durée moyenne de mise sur le marché d'un vaccin est habituellement proche d'une décennie) présente des ressemblances avec une interminable liste de scandales sanitaires comme la dépakine⁴, l'oxycodone⁵, le vioxx⁶, etc. qui ont entraîné des dizaines de milliers de morts et de nombreux handicaps. D'ailleurs, les dépôts de plainte concernant les effets secondaires des vaccins contre le Covid-19 se multiplient dans divers pays d'Europe⁷. Le fait de savoir si ces plaintes donneront lieu à des condamnations ou non n'a pour nous aucun intérêt sinon

³ On trouvera sur leur site internet un ensemble de données compilées (<https://www.ouestmoncycle.com/>).

⁴ *Le Monde* : « Scandale de la Dépakine : l'Agence du médicament mise en examen pour « homicides involontaires », 09.11.2020. https://www.lemonde.fr/societe/article/2020/11/09/scandale-de-la-depakine-l-agence-du-medicament-mise-en-examen-pour-homicides-involontaires_6059144_3224.html.

⁵ L'oxycodone et ses dérivés font partie, avec le fentanyl, de ce qu'on appelle l'épidémie d'opioïde aux USA.

Le Monde, « Etats-Unis : quatre laboratoires, accusés d'avoir alimenté la crise des opiacés, prêts à payer 26 milliards de dollars pour solder les litiges », 21.07.2021.

https://www.lemonde.fr/international/article/2021/07/21/etats-unis-quatre-laboratoires-accuses-d-avoir-alimente-la-crise-des-opiaces-prets-a-payer-26-milliards-de-dollars-pour-solder-les-litiges_6089105_3210.html.

⁶ *Le Parisien* : « Vioxx : le réveil d'un scandale », 01.04.2016. <https://www.leparisien.fr/societe/sante/vioxx-le-reveil-d-un-scandale-01-04-2016-5677117.php#:~:text=Officiellement%2C%20le%20Vioxx%20n'a,d'environ%2040%20000%20personnes>.

⁷ Par exemple, *franceinfo* : « Covid-19 : plus de 18 390 plaintes déposées auprès du parquet de Paris depuis le début de la crise sanitaire », 09.09.20213.

https://www.francetvinfo.fr/sante/maladie/coronavirus/vaccin/covid-19-plus-de-18390-plaintes-deposees-aupres-du-parquet-de-paris-depuis-le-debut-de-la-crise-sanitaire_4765825.html.

Ouest France : « Covid-19 : en Allemagne, le laboratoire BioNTech fait face à la justice pour son vaccin », 12.06.2023.

<https://www.ouest-france.fr/sante/virus/coronavirus/covid-19-en-allemande-le-laboratoire-biontech-fait-face-a-la-justice-pour-son-vaccin-66a79ed2-0905-11ee-837a-4974c5f3364a>.

d'analyse des évolutions sociopolitiques dans ce contexte. Cela dit, rappelons que les géants de l'industrie pharmaceutiques ont tous été sanctionnés par de multiples amendes⁸. Sur le sol américain, elles ont pu atteindre plusieurs milliards de dollars (pour corruption, publicité mensongère, falsification de résultats...). Et ces entreprises ne pourraient fonctionner sans la complicité active des services de l'État comme la FDA (Food & Drug Administration) dont la corruption structurelle n'est plus à démontrer. Cela ne saurait nous étonner dans la mesure où l'impérialisme capitaliste a toujours mêlé entreprises globales et État. Quoi qu'il en soit, ces luttes ne sont pas près de s'estomper.

De telles mobilisations ne se limitent pas à la France ni au seul registre sanitaire. En Roumanie, la Coalition pour la défense de l'État de droit (Coaliția pentru Apărarea Statului de Drept) a eu un rôle particulièrement important de contestation des mesures de confinement et l'instauration d'un laissez-passer vaccinal. Fondée par des avocats, cette association, exemplaire de l'activisme juridique qui s'est révélé pendant la pandémie, a mené une action soutenue auprès de différentes instances en Roumanie : des tribunaux jusqu'à la Cour constitutionnelle en passant par l'avocat du peuple (équivalent roumain du défenseur des droits). Et ces dernières leur ont donné raison en tout point⁹. Cela dit, avec un certain décalage dans la mesure où le temps de la justice est plus long que celui de cette pandémie. De plus, en Roumanie, il n'existe pas de mécanisme comparable à la Question prioritaire de constitutionnalité que l'on trouve en France.

Aux USA, des collectifs comme ICAN (Informed Consent Action Network), Public Citizen, PHMPT (Public Health and Medical Professionals for Transparency) ont engagé des procédures contre le CDC (Centers for Disease Control and Prevention), la FDA, des institutions publiques, Pfizer... Généralement, ces organisations peuvent recourir à l'action en justice comme à des demandes d'obtention de documents *a priori* inaccessibles dans le cadre du Freedom of Information Act. Ces mobilisations leur ont notamment permis d'avoir accès aux données liées à l'autorisation de mise sur le marché des vaccins Comirnaty aux USA et sur les essais randomisés préalables à celle-ci en dépit des tentatives de sabotage répétées de la FDA. C'est ainsi que l'on a découvert, par exemple, que ce médicament n'avait jamais été testé pour empêcher la contamination. Information qui aurait sans doute freiné les ardeurs vaccinales des dirigeants politiques et de nombreux citoyens dans le monde.

⁸ *France Info* : « Vrai ou Fake : le laboratoire Pfizer est-il un habitué des tribunaux ? » 13.01.2022.

⁹ *Jurnalul.ro* : “Decizie definitivă a Instanței Supreme. Prelungirea stării de alertă a fost ilegală. Ce pot face românii”. 18.10.2022. <https://jurnalul.ro/stiri/justitie/decizie-definitiva-instanta-suprema-prelungire-stare-de-alerta-ilegala-romani-915834.html>.

Europa Liberă România: “CCR: Hotărârea care a impus masca în spațiile publice, neconstituțională dintr-o eroare a guvernului”. 15.02.2022. <https://romania.europalibera.org/a/ccr-masca-obligatorie-neconstitu%C8%9Bional%C4%83-hot%C4%83r%C3%A2rea-guvernului-a-fost-contestat%C4%83-de-un-student-amandat/31704793.html>.

Un autre phénomène doit être évoqué : l'émergence de nouvelles figures de la contestation à l'image, en France, de l'avocat en santé publique Fabrice Di Vizio. Politiquement proche des courants catholiques-conservateurs, il s'oppose au droit à l'Interruption volontaire de grossesse (IVG), sauf cas exceptionnel (enfant produit d'un viol ou mise en danger de la mère) et au mariage homosexuel. Pourtant, il a participé à des rassemblements à l'initiative du parti d'extrême droite Les Patriotes, notamment lors des très impressionnantes manifestations contre les mesures sanitaires en juin, juillet et septembre 2021, parti dont le président est gay. Ancien cadre du Front National, Floriant Philippot fait en effet partie de ce nouveau mouvement de l'extrême droite européenne qui a attiré dans ses rangs des homosexuels mâles ou plus précisément des « homonationalistes ». Ce discours qui relève du *pinkwashing* s'appuie sur une xénophobie vis-à-vis de l'islam qui serait, de par son conservatisme, antigay. Cet « entrepreneur de moralité » (Becker, 1985) se distingue également de cette tendance politique à plusieurs égards. En outre, il est en faveur du droit au port de signes religieux ostentatoires (toutes religions confondues). Il s'oppose publiquement à la xénophobie dont les migrants sont l'objet (il est lui-même fils d'un ouvrier immigré italien) et se dit pour une plus grande humanité dans leur accueil. Bref, il déroge aux typologies politiques habituelles de la droite conservatrice.

Avec son épouse, ils ont établi une association – Je ne suis pas un danger – dont l'un de slogans est « Nous ne sommes pas QR codes ! ». Cette structure d'une dizaine d'employés déploie un réseau d'entre-aide doté d'un dispositif d'écoute et de soutien psychologique. Elle réalise un travail d'information et d'assistance juridique tout en organisant des conférences-débats sur des sujets variés. L'objectif de cette association est également de recueillir des témoignages dans la perspective de futurs procès contre l'État (Agence nationale de sécurité du médicament par exemple). D'ailleurs sa première démarche a consisté à apporter ses compétences d'avocat auprès de médecins qu'il jugeait injustement accusés comme le célèbre ex-directeur de l'Institut hospitalo-universitaire de Marseille, Didier Raoult. Il est bien entendu que cette défense lui a apporté une certaine notoriété, mais il bénéficiait déjà d'une longue expérience dans ce domaine puisqu'il possédait déjà des parts sociales dans des cabinets d'avocats spécialisés dans la santé publique dans plusieurs pays (France, USA, Italie). Il s'est plus largement préoccupé de personnels hospitaliers et autres fonctionnaires publics suspendus suite à leur refus de s'inoculer le vaccin anti-Covid. Les préceptes chrétiens de l'aide à l'autre, aux démunis, aux stigmatisés se trouvent ici reformulés dans une acception politique à la fois conservatrice et moderne.

Cet homme ne cache pas ses ambitions politiques et, à cette fin, il a développé une stratégie *ad hoc*. Il est apparu à plusieurs reprises sur les plateaux de diverses chaînes de télévision, participant à de véritables joutes verbales. Il possède des chaînes en ligne et est très présent sur les réseaux sociaux. Sa connaissance de la loi et son expérience dans le domaine sanitaire lui donnent un avantage évident dans cette lutte. Enfin, il a récemment fondé le parti politique Rebâtir.

L'émergence d'une telle figure est surprenante, mais elle peut se comprendre dans l'accélération des bouleversements des repères politiques traditionnels observée dans cette conjoncture¹⁰. Des chaînes d'information en continu, pourtant condamnées pour avoir outrageusement favorisé des courants politiques d'extrême-droite et pour racisme, ont donné la parole à des discours qui remettaient en cause la *doxa* (pensons à la psychologue Marie-Estelle Dupont sur *Cnews*, très libérales à certains égards, mais fondamentalement conservatrice sur d'autres sujets). Ceci tend à montrer que l'extrême droite tente de se présenter comme le principal vecteur du discours contestataire. Quant aux partis et intellectuels de gauche, à quelques rares exceptions près (Agamben, 2021, Stiegler, 2021, Alla & Stiegler, 2022), aujourd'hui exclus des médias *mainstream*, ils ont été timides, absents et ont parfois même légitimer la violence de l'État. En réalité, aux USA comme en Europe, les médias, quand ils n'ont pas participé à la confusion ambiante, ont largement refusé toute remise en cause du narratif officiel.

Force est de constater qu'il a existé une fusion entre pouvoir économique (industries pharmaceutiques), eux-mêmes appartenant à des fonds de pension (Vanguard, BlackRock), pouvoir politique (gouvernement, Union européenne) et médiatique (eux-mêmes étant des possessions oligarchiques bénéficiant de subsides de l'État). De ce point de vue, le scandale des échanges de SMS entre la présidente de la Commission européenne, Ursula Von der Leyen, et le directeur général de Pfizer, Albert Bourla, précédant la négociation d'achat de vaccin Cominarty, est édifiant. Dans les grands médias, seuls les courants relevant de la droite conservatrice ou de l'extrême-droite étaient acceptés pour être mieux disqualifiés. De ce point de vue, l'association entre contestation des politiques sanitaires et extrême-droite politique est le résultat d'une censure qui renforce l'illusion d'un lien organique entre ce courant politique et la contestation des mesures gouvernementales prétendant arrêter le Covid-19. Un peu partout en Europe, cette équation imposait une opposition entre gouvernement « éclairé » et courants « proto ou néofascistes » qui recoupait celle entre personnes croyant ou s'opposant aux politiques et au capitalisme sanitaires, entre vaccinées et individus refusant l'inoculât... C'est un carcan qui englobe toute discussion contradictoire pour la ramener à une vision binaire de la réalité. Celle-ci s'est abattue avec une telle force que les sciences sociales et politiques ont eu les pires difficultés à maintenir leur capacité à apporter à ce contexte exceptionnel un regard critique.

Soyons bien clairs : il ne s'agit pas de dire que les mobilisations des nouvelles droites radicales n'ont pas existé pendant la pandémie, ce qui serait tout simplement ignorer la réalité, mais elles n'étaient qu'un segment parmi d'autres d'une opposition bien plus large. Ce qui est davantage surprenant, c'est que les identités politiques

¹⁰ On trouvera une remarquable analyse des nouveaux mouvements de la droite « postfasciste » (comprenant les « paléolibertariens », les « homonationalistes », les mâles Beta, les écofascistes...) dans l'ouvrage de Pablo Stefanoni (2022). On notera néanmoins l'absence du courant « fémonationaliste ».

classiques se sont estompées et que la capacité contestatrice des courants politiques de gauche s'est évaporée subitement. On peut se demander si, en Occident, ce n'est pas la croyance dans le progrès technologique qui a paralysé la critique. Il s'agit en effet d'un dogme très commun et ancré dans la gauche progressiste. Ajoutons aussi que le scepticisme de plusieurs grandes figures de la droite fascisante occidentale – Donald Trump, Jair Bolsonaro – vis-à-vis du confinement et leur questionnement sur les molécules repositionnées a engendré une prise de position opposée par réflexe intériorisé ou par peur de se voir associé à ces courants politiques.

SCIENCE, CONTESTATION ET HARCELEMENT

La période de pandémie a amené des scientifiques, parfois amateurs, et des médecins sur la place publique. Mais de manière déformée, davantage comme des voix pour renforcer un point de vue que pour suggérer des questionnements, démultipliant l'effet du « biais de confirmation¹¹ ». Par exemple, les journaux et chaînes télévisées saturaient leurs discours de « consensus scientifique », ce qui montre une incompréhension manifeste du mode de fonctionnement de ce champ. En effet, celui-ci ne repose pas sur la logique du plébiscite ni de l'opinion promue par les télévisions et les grands quotidiens de la presse écrite ou encore de médecins chargés de conflits d'intérêts avec l'industrie pharmaceutique. Outre les acquis des disciplines, il n'existe que des théories ou paradigmes dominants qui s'opposent et qui sont contestés jusqu'à ce qu'ils soient dépassés. L'inculture scientifique du monde journalistique explique partiellement cet état de fait, mais également le fonctionnement des médias de masse reposant sur un mimétisme ou, pour reprendre Pierre Bourdieu, « un effet de champ ».

Ce nouvel agencement a eu des répercussions importantes dans le champ des sciences et a mis en danger son indispensable pluralité. Un travail sur la censure et la répression subies par des chercheurs ayant contesté à leur corps défendant le récit officiel nous donne quelques pistes de réflexion (Shir-Raz Y. & alii. (2022)). Parmi les personnes interrogées se trouvent le prix Nobel de chimie Michael Levitt, le célèbre épidémiologiste John Ioannidis, le rédacteur en chef du *British Medical Journal*, Peter Doshi... autant de scientifiques particulièrement brillants et reconnus par leurs pairs pour la rigueur de leurs travaux. Ce sont d'abord les géants de l'internet qui ont mis en place une censure impitoyable téléguidée par les services sanitaires, de répression et de surveillance de l'État aux USA (ce qu'ont révélé les « twitter files » et plusieurs documents obtenus après des procédures légales). Cette configuration est assez semblable en Europe. En conséquence, sur Facebook, il était devenu impossible de « poster » un avis soutenant l'hypothèse d'une fuite de laboratoire du virus à Wuhan. La plate-forme en ligne supprimait ce message en

¹¹ C'est un effet qui mène l'individu à chercher inconsciemment les informations qui vont confirmer son point de vue tout en ignorant les autres.

quelques minutes tout au plus en renvoyant à ses règles (dites « de la communauté ») et aux indications de l'OMS. En cas de répétition, une suspension temporaire ou définitive de compte était à prévoir au motif de diffusion de *fakenews*. Au moment où j'écris ces lignes, c'est pourtant l'une des hypothèses les plus partagées, sans être définitive, sur l'origine et la diffusion du virus. À ce propos, on soulignera qu'une ancienne ministre de la santé en France a très clairement affirmé que le laboratoire P4 de Wuhan avait été soupçonné dès le début de la pandémie, (Buzin, 2024). Au surplus, les fuites de laboratoire sont peut-être rares, mais elles existent. Dans ce domaine, le H1N1 a battu tous les records en s'échappant six fois dans trois pays différents.

Ajoutons que la plate-forme en ligne a même censuré un article du British Medical Journal sur un « groupe privé » entretenu par la revue au prétexte que les informations partagées étaient partiellement fausses et qu'il manquait des éléments de contexte (Combes & Davies, 2022) ! Celui-ci mettait en cause l'intégrité des données fournies par l'essai randomisé de Pfizer sur le vaccin Comirnaty. Pourtant, la corruption de données était connue depuis des mois... Quant à Twitter, devenu entre-temps X, elle avait sa propre liste noire et a suspendu ou rétrogradé (*shadowbanning*) une multitude de comptes hétérodoxes qui n'ont été rétablis aux USA que suite à son rachat par Elon Musk. Ce dernier en a profité pour faire valoir son amour inconditionnel de la liberté et ainsi blanchir à grands frais des pratiques contraires en la matière¹². On pourrait en dire de même de YouTube, Google, etc. Cette fusion entre États, capital et réseaux sociaux devrait sans aucun doute inquiéter toute personne un tant soit peu attachée aux valeurs de liberté d'expression et à la démocratie. Contre toutes attentes, ce sont les supposés colporteurs de *fakenews* qui ont été l'objet d'une grande attention et même les pivots symboliques de l'extension du domaine de la surveillance et de la censure idéologique.

Disons-le encore une fois, il ne s'agit pas pour nous de nous positionner sur l'origine du Covid-19, ni de savoir dans quelle mesure le vaccin Comirnaty est efficace/ toxique... Ce qui nous importe, c'est que ces débats ont été largement censurés en dépit d'arguments et de rappels historiques des plus élémentaires. Mais paradoxalement, ce sont parfois les rappels les plus basiques qui détruisent une pensée qui se veut hégémonique. Plus encore, toute figure publique, et à plus forte raison lorsqu'il s'agissait d'un scientifique, s'exposait à l'opprobre lorsqu'il s'éloignait un tant soit peu du narratif officiel.

¹² Notons ici que le rachat de Twitter, accompagné de cette revendication libertaire, recouvre plusieurs stratégies. La première est celle d'une distinction dans une lutte assumée avec d'autres oligarques globaux et notamment Bill Gates, l'un des acteurs et investisseurs les plus importants dans les projets d'augmentation génétique des humains, des insectes, plantes et animaux et, par intérêt financier bien compris, grand promoteur de nouveaux vaccins. La deuxième s'inscrit dans le projet *longtermism*, qui prétend numériser le cerveau des humains pour les envoyer par la suite dans l'espace dans des vaisseaux équipés de nanotechnologies pompant l'énergie des étoiles.

Dans leur écrasante majorité, les médias ont joué un rôle d'amplificateur de ce dénigrement allant jusqu'à harceler les voix discordantes et demandant aux librairies de retirer des livres remettant en cause la *doxa*¹³. En France, l'exemple du directeur de recherche au Centre national de la recherche scientifique, Laurent Muchielli, est éloquent. Celui-ci a vu un article et deux entretiens censurés par le journal *Médiapart*, médias en ligne dont les journalistes scientifiques, dans ce domaine, restent à ce jour inconnus. Ce même média l'a menacé de fermeture de son blog sans autre reproche que de colporter de fausses informations et de ne pas respecter « la charte de participation » de l'entreprise. Plus précisément, il est question d'un article sur la dangerosité des vaccins Pfizer coécrit avec une équipe pluridisciplinaire de cinq chercheurs (dont trois ont été sanctionnés ultérieurement par la hiérarchie de leur institution et dont le dénouement en justice se fait encore attendre), un article sur des questions juridiques écrit par un professeur universitaire de philosophie du droit italien et la deuxième partie d'un entretien avec un toxicologue français, professeur des universités¹⁴. Il a également été dénigré par des quotidiens comme *Le Monde* soit directement, soit par l'intermédiaire d'autres sociologues ou essayistes très proches de la majorité au pouvoir recoupant l'extrême centre et l'extrême droite (Gérald Bronner, Nathalie Heinich).

Autre exemple, celui du *Journal du dimanche* qui a censuré une tribune coécrite avec les deux épidémiologistes Laurent Toubiana et Jean-François Toussaint, finalement publié en ligne et signée par plusieurs centaines de chercheurs. Entre autres, celle-ci demandait aux autorités d'arrêter d'insuffler une communication anxigène. En retour, ils ont été nommés négativement « rassuristes », ce qui indique que toute dérogation à l'hystérisation collective était digne de mépris et frappée d'immoralité. De manière sous-jacente, cette ligne idéologique postule que le peuple est trop veule, inéduqué ou enfantin pour se rendre de compte du danger de la pandémie. Il reste qu'une telle homogénéité montre que les réflexes de domination de classe, plus ou moins conscients, sont omniprésents dans ces luttes d'imposition idéologique.

Des autorités médicales ont suivi cette ligne coercitive. Certaines ont ouvert des procédures de suspension de licence de praticiens à répétition. On peut en dire de même de la part des revues scientifiques, même en cas de prépublication, qui ont censuré des articles pour absence de conformisme idéologique sans autre forme de justification. Mais les revues étaient elles-mêmes exposées à la pression politico-médiatique.

Une déduction s'impose : la période de Covid-19 est politiquement exceptionnelle tant la portée et l'intensité de la censure ont été grandes. C'est bien le droit à l'information, à la discussion contradictoire (le pluralisme) et à la liberté d'expression

¹³ « En tête des ventes et des fake news, le business des livres classés antivax », *Le Parisien*, 18 mars 2023.

¹⁴ On retrouvera ces articles et entretiens dans le livre de synthèse Laurent Muchielli (2022 T.1 & T.2).

qui a été systématiquement attaqué au cours de cette période. Et c'est un terrain de recherche qui mériterait d'être sondé en profondeur. Éthiquement, il ne s'agit pas pour nous de prendre position dans ces conflits, mais simplement de constater la volonté claire d'obturer tout débat, qu'il soit scientifique ou non. Ceci explique pourquoi, suite à une véritable guerre d'usure idéologique, les autorités publiques ont pu imposer un discours hégémonique et prendre des mesures en violation totale de l'État de droit. Il est vrai qu'un tel débat mènerait directement à des questions qui attaqueraient frontalement la légitimité de plusieurs institutions. Évoquons d'abord le bilan de plusieurs décennies de démantèlement obstiné de la santé publique en Europe par les gouvernements en accord avec les injonctions de la Commission européenne¹⁵. La destruction de la recherche publique et universitaire qui a entraîné plusieurs phénomènes de corruption : dans le milieu politico-médical et en particulier dans les recherches en partenariat public/privé. Ajoutons les revues les plus célèbres qui devraient légitimement être rétrogradées à des indices de prestige plus bas suite à la publication de faux, celle de l'impunité générale de l'industrie pharmaceutique dont les amendes, eu égard à leur bénéfice annuel, n'ont strictement aucun effet dissuasif sur leur pratique, bien au contraire. Même l'obligation légale de présenter ses conflits d'intérêts pour les médecins intervenant sur les plateaux TV n'a jamais été respectée. Illustrons ce propos par un exemple concret.

L'épidémiologiste Karine Lacombe a reçu annuellement de la part de Gilead, l'entreprise productrice du Remdesivir, des sommes supérieures à une dizaine de milliers d'Euros pour mener ses recherches. Créé à l'origine pour combattre le virus Ebola, ce médicament, outre qu'il est un puissant mutagène, n'a jamais prouvé une quelconque efficacité. Il a été acheté en masse par l'Union européenne (pour une somme dépassant le milliard d'euros) pour combattre l'infection au Covid-19. Cette commande a été réalisée alors qu'il n'existait aucune base scientifique probante préalable. Pis encore, un jour après la commande, une étude publiée le 9 octobre 2020 montrait une balance bénéfice/risque négative (Cohen & Kupperschmidt, 2020). Rien d'étonnant donc à voir cette professeure universitaire prendre la défense acharnée de l'industrie pharmaceutique et mener une véritable guerre de propagande sur les plateaux TV pour empêcher tout débat sérieux sur des

¹⁵ Ainsi comme le souligne l'eurodéputé Martin Schirdewan dans le journal *L'Humanité* (02.04.2020), entre 2011 et 2018, la Commission européenne a demandé aux États européens de réduire leurs dépenses de santé et d'en privatiser certains secteurs à 63 reprises. Pour un point de vue plus général sur les liens entre hôpital et droit communautaire voir Louis Dubois (2004). Pour une illustration des résultats de cette politique on rappellera que la France a perdu 80.000 lits d'hospitalisation en 20 ans comme le souligne *France info* (09.11.2021). https://www.francetvinfo.fr/sante/maladie/coronavirus/infographies-comment-la-france-a-perdu-pres-de-80-000-lits-d-hospitalisation-publics-en-vingt-ans_4833931.html. Pour un point de vue général, on se rapportera à P.-A. Juvin et alii. (2019).

Sur les différentes formes de privatisation en Europe, on pourra se référer à C. André, P. Batifoulier, M. Jansen-Ferreira (2016). Pour une analyse de ces politiques en France, P.-A. Juvin, F. Pierru et F. Vincent (2019).

molécules repositionnées (hydroxychloroquine, ivermectine, la nigelle...). Travailler avec des entreprises à l'éthique plus que douteuse suppose d'accepter soi-même en partie cette amoralisation du rapport à la santé de l'autre au bénéfice d'une certaine exposition et du confort matériel de la recherche. On notera d'ailleurs sa proximité avec le ministère de la Santé d'un côté et avec des influenceurs et *fact-checker* en ligne de l'autre. On peut dire que cet individu, qui n'est en rien une exception, mais plutôt un exemple idéal-typique, incarne un enchevêtrement de rapports sociopolitiques mêlant État et capital (voire Mucchielli, L. 2022).

Plus globalement, cette situation généralisée fait s'interroger John Ioannidis (2021) sur la possibilité d'une organisation de la science respectant les quatre principes de l'éthos de la discipline formulés par Robert K. Merton (1973) : l'universalisme, le communisme, le désintéressement et le scepticisme organisé. Mais poser la question, c'est quelque part y répondre.

Si les chercheurs interrogés dans l'étude sur le harcèlement (Shir-Raz Y. & alii. 2022) notent la souffrance psychique consécutive à ce harcèlement et les dommages causés sur leur carrière et pratique professionnelles, ils soulignent également avoir constitué des collectifs qui ont produit une autre analyse de la situation. Ultérieurement, ils ont attiré en justice des administrations publiques, des médias et parfois leur employeur. De ce fait, ils ont produit, parfois en dépit de leur volonté, un contre-récit à celui imposé par le bloc capitaliste. À l'inverse, certains ont avoué ne plus faire valoir leur expertise notamment sur le vaccin à ARN messenger pour éviter les formes multiples et continues de harcèlement.

L'étude de ce pan du spectre sociopolitique et des tensions qui le traversent nous a permis de mettre en lumière la constitution d'un bloc incluant l'État et les grandes entreprises capitalistes faisant œuvre d'autoritarisme et de censure. Mais il manque à ce tableau des acteurs intermédiaires. C'est sur eux que nous allons nous concentrer dans les lignes qui viennent.

DISCREDITER LA CONTESTATION

Parmi les nouveaux acteurs de la société civile, il faut souligner le rôle d'un pan adverse apparu sur les réseaux sociaux et qui a défendu avec un remarquable zèle les biopolitiques sanitaires utilisées pour arrêter la pandémie. En France, l'organisation Citizen4science en donne un bon exemple. Fondée en janvier 2021, composée en partie de médecins, disposant d'un service de presse en ligne (« science infuse »), elle dit défendre la science et la santé publique, et se propose de « lutter contre l'obscurantisme ». Elle a agi vigoureusement pour empêcher que toute analyse alternative au scénario pandémique puisse exister sur les réseaux sociaux. Et ce, qu'il s'agisse d'opinions fantaisistes ou sérieuses. De nouvelles techniques de censure ont été utilisées à cet effet. Il suffit à plusieurs personnes de rapporter à la plate-forme un commentaire en l'accusant d'avancer de fausses informations (ce qu'on appelle le « signalement en masse ») et le message voire le

compte de l'auteur peut être suspendu. Il existe aussi les attaques coordonnées (*raid*) qui visent à discréditer une personne par le *trolling*. C'est effectivement une étrange disposition des réseaux sociaux que de promouvoir officiellement la liberté d'expression et officieusement, mais tout autant, des comportements de dénonciation, de harcèlement et de censure collectifs. Citizen4science a envoyé plusieurs lettres au CNRS demandant à sa direction de prendre des sanctions – jusqu'à l'exclusion – contre les chercheurs qu'elle accusait d'irrationalité et de « sombrer dans des théories du complot », notamment le sociologue Laurent Mucchielli. Cette demande de censure qui n'a jamais été accompagnée de débats dignes de ce nom manifeste une volonté d'imposer une idéologie unique reposant sur une division entre vraie et fausse sciences, où la vérité, celle du complexe État-industrie pharmaceutique-capital, soutenue par les membres de cette organisation, est parole d'évangile. Pire encore, une telle démarche montre une volonté de punir les hérétiques et de purification de la pensée et du corps social. Notons, au passage, que le sociologue n'a reçu quasiment aucun soutien de la part de ses collègues¹⁶.

Une autre association s'est rendue célèbre avec la pandémie : les (No) Fakemed. À l'origine, elle a été établie suite à des rencontres fortuites sur les réseaux sociaux. Elle est composée de médecins, d'ingénieurs et de professions diverses. Leur point commun est une opposition à la médecine dite alternative. Elle met en garde contre la chiropraxie, la psychanalyse et l'acupuncture... Mais aussi sur d'autres « thérapies » autrement plus baroques. C'est dans ce sens qu'un petit collectif a publié une lettre ouverte dans le journal *Le Figaro* en 2018. Le succès de l'opération les a menés à se constituer en association. Les (No) Fakemed disent promouvoir la médecine et des soins basés sur des preuves scientifiques, même si, paradoxalement, elle ne compte aucun chercheur dans son comité de direction. Elle s'oppose au « sectarisme » et au « complotisme » dont l'un des apôtres, en France, est l'essayiste-sociologue macroniste assumé : Gérald Bronner¹⁷. Le rôle de cette association a été très important sur les réseaux sociaux et dans la sphère publique pendant la pandémie en tant qu'agent de surveillance. Elle n'hésite pas à afficher son savoir dans le domaine de la guerre de propagande, assure la disqualification des cibles qu'elle choisit. Cela occasionne même pour ses animateurs une fierté assumée.

¹⁶ On notera la réaction exceptionnelle et courageuse de Geneviève Massard-Guilbaud, directrice d'études à l'EHESS, dont le texte a été refusé par le journal *le Monde*, puis publié sur un blogue de Médiapart. <https://blogs.mediapart.fr/le-blog-de-boris/blog/240821/soutien-laurent-mucchielli-l-insultene-saurait-remplacer-le-debat-scientifique>.

¹⁷ Il déclarait sur la chaîne I24News le 16 mai 2023 : « Il a un cerveau absolument remarquable ! [...] Emmanuel Macron a un parcours extraordinaire. Hormis l'École normale supérieure, il a quasiment tout réussi, jusqu'à la conquête de sa professeure de théâtre ». Dans un entretien au journal *Le monde* (11 mai 2017), au lendemain de l'élection présidentielle, il assénait : « Macron, une cible prisée des conspirationnistes ». Le président de la République lui en a su gré en le nommant président de la commission « Les lumières à l'ère numériques » dont l'un des objectifs était bien entendu d'étudier le développement du conspirationnisme en ligne. Pour une étude plus approfondie de ce personnage, on se rapportera à Foucart, Horel et Laurens (2021).

Dans la configuration décrite, ces organisations se sont rapprochées des *fact-checker* et autres zététiciens (Conspiracy Watch, La tronche en biais, Fact&furious, des services de l'AFP, du journal *Le Monde*, *Libération*...). Cette étrange catégorie d'acteurs ni-journalistes, ni-scientifiques, ont fait leur apparition avec les réseaux sociaux. Une grande partie des grands médias ont aujourd'hui un service de *fact-checking*. Il est pourtant étrange que ces entreprises dont le travail et l'éthique supposent la vérification des faits utilisent... un service de vérification des faits ! En réalité, par le biais de cette institutionnalisation, il s'agit, d'une part, de délégitimer les voix concurrentes ou hétérodoxes et, d'autre part, de relégitimer un pouvoir médiatique désormais largement soumis au pouvoir oligarchique, dépendant des subventions de l'État et directement concurrencé sur les réseaux sociaux. Dans cette optique, les *fact-checkers* ne font pas exception à la règle. Certains, comme Conspiracy Watch, sont impliqués dans le scandale des « Fonds Marianne », fonds qui aurait dû servir à combattre l'extrémisme islamiste en ligne alors même que l'organisation ne possède pas de compétences particulières en la matière. Cette proximité du gouvernement est corroborée par la publication de membres de ce collectif dans des revues comme *Franc-tireur* proche d'une extrême droite xénophobe qui, dans une espèce de dissonance cognitive, se prétend souvent « républicaine » voire d'une « gauche républicaine » du fait d'un soutien affiché à certains mouvements LGBTQ+.

Plus précisément, les animateurs de ces sites internet se composent principalement de personnes non formées en sciences ou au mieux d'acteurs possédant un doctorat, mais qui ne sont pas devenus chercheurs pour autant. Si le *fact-checking* peut être un instrument intéressant pour analyser des questions simples, le défaut de compétences se fait ressentir dès lors que les sujets plongent dans la complexité. En conséquence l'art de la vérification devient rapidement un laborieux exercice de réfutations sophistiquées (attaque *ad hominem*, usage de source tronquée, comparaison sans fondement, décontextualisation, incompréhension des protocoles de recherches, etc.) qui masque un banal parti-pris. Aussi le *fact-checking* étant une source de revenus, leurs animateurs ont pu surfer sur les vagues pandémiques pour renforcer leur position dans des domaines de recherche qui sont le plus souvent étrangers à leur entendement. Notons que ces acteurs, reconnus par l'État, sont parfois invités par des universités et des instituts de recherche.

L'ensemble de ces acteurs aux préoccupations initialement variées a fusionné idéologiquement à l'occasion de la pandémie. Le ciment qui les lie est une prétention partagée à distinguer le vrai du faux, à défendre le premier, combattre le second et à éduquer la population.

Ce discours s'est largement confondu avec celui de l'État, de l'industrie pharmaceutique et de l'OMS mis en musique par des cabinets de conseil (McKinsey pour ne citer que le plus célèbre d'entre eux). Ces entreprises de *consulting* ont un profil très particulier. McKinsey a été en charge de la réforme de l'OMS en 2009

grâce à des fonds de la Bill & Melinda Foundation, entreprise qui a investi énormément dans les biotechnologies et en particulier dans les vaccins. Comme d'autres organisations du même acabit, McKinsey est chargée de régler les problèmes de fusions-acquisitions des géants de l'industrie pharmaceutique. Elle s'occupe également de leur communication. Les États leur commandent des études quand bien même ils possèdent tout un panel de compétences en la matière. Ceci s'explique par le fait qu'il ne s'agit pas d'un monde hermétique au champ politique, bien au contraire. En France, la circulation des individus entre les structures gouvernementales et ces entreprises, ce qu'on appelle communément le « pantouflage », est structurelle. Marguerite Cazeneuve, fille de l'avocat lobbyiste, ancien ministre de l'Intérieur, puis Premier ministre sous la mandature du président François Hollande, Bernard Cazeneuve, a travaillé pendant un peu moins d'un an et demi auprès de McKinsey après avoir terminé l'École des hautes études commerciales de Paris. À partir de 2014, elle a occupé diverses postes bureaucratiques dans les structures de l'État. Pour un temps, elle fut en charge de la pandémie de Covid-19, puis s'occupa de domaine comme la retraite, la protection sociale et la santé lors de la campagne présidentielle de 2022 pour le candidat Emmanuel Macron. Autre exemple : le responsable de la division Europe de McKinsey est Victor Fabius, fils d'un homme politique (Laurent Fabius condamné dans l'affaire du sang contaminé) à la très longue carrière qui, depuis 2016, est président de la Cour constitutionnel. On pourrait multiplier les exemples qui sont autant d'indices d'une privatisation de l'État par la classe dirigeante, car les cabinets de conseil se font payer et le sont même souvent très grassement pour des résultats dont l'épaisseur est proportionnellement inverse. Ils sont connus pour proposer une pensée sous forme de *PowerPoint* et on peut se demander s'il n'existe pas une unicité de ce même mode de pensée dans cette élite.

Mais une objection surgit : *quid* des rares gouvernements européens qui, comme la Roumanie, n'ont pas fait appel à ces organisations tout en suivant des politiques similaires ? L'hypothèse mimétique semble ici la plus indiquée. Comme le disait John M. Keynes, « il vaut mieux avoir tort avec la foule que raison contre elle ». Autrement dit, lorsqu'un choix est collectivement partagé (par plusieurs gouvernements), la responsabilité peut être diluée au moins temporairement, car elle se cache derrière le consensus. C'est bien toute la différence entre le fonctionnement de la science et celle du monde politique. Seuls les pays d'Europe du Nord ont fait exception à la règle : aucun n'a adopté des mesures aussi coercitives que celles des pays d'Europe centrale, de l'Ouest et de l'Est.

Dans ces conditions, les organisations évoquées sont devenues des caisses de résonance du discours dominant, renforçant son hégémonie. Dans cette logique, toute personne contestant cette revendication d'autorité ou émettant des doutes vis-à-vis du narratif officiel était condamnée à être assignée à la position dégradante du conspirationniste et à l'obscurantisme. L'apparition de stéréotypes comme « antivaxx » ou « covidosceptique » forment un bon indicateur de cette tendance. Cette disqualification

peut toucher des courants d'opinion très différents, des plus baroques aux scientifiques les plus brillants, tendant dans ce sens à les unir fictivement sous la bannière de la figure du manipulateur malintentionné de peuples immatures, mettant en danger leur santé, la science et la vérité. Cela dit, il semble nécessaire de réintégrer ces imputations à leur centre prénotionnel. En réalité, il s'agit de dérivés des termes complotiste et conspirationniste. Or, ceci ouvre un véritable marché idéologique d'accumulation de capital pour des professions intellectuelles. C'est d'abord un capital universitaire pour des politologues et sociologues. Nous avons lapidamment évoqué l'exemple de Gérald Bronner. Celui de Philippe Corcuff, contributeur, entre autres, au site en ligne Conspiracy Watch (tout comme Bronner), en donne un bon complément. Celui-ci propose le concept de « confusionnisme » pour montrer comment l'extrême droite se banalise dans le paysage politique hexagonal (Corcuff P., 2021). Il faut le souligner : l'idée est séduisante et indéniablement pertinente. Mais victime de sa propre invention, il finit par faire fusionner des positions aux antipodes à l'aide de critères faibles, de citations tronquées ou d'interprétations fallacieuses pour finir inéluctablement par un point Godwin accusant l'auteur, objet de sa critique, de complotisme et d'être un suppôt des mouvements fascistes des années 1930¹⁸.

De son point de vue, toute discussion concernant la biopolitique gouvernementale pendant la pandémie était la manifestation d'un confusionnisme, signe d'un rapprochement avec l'extrême droite. Ainsi, lorsque la professeure de philosophie, spécialiste de santé publique et d'éthique médicale, Barbara Stiegler, elle-même vaccinée assumée, dénonce la mise en place d'une société de contrôle et les échecs de la stratégie gouvernementale dans un livre court (Stiegler, *op. cit.*), celui-ci la décrit comme :

« [...] la figure intellectuelle des anti-pass, [qui] met en forme philosophiquement le confusionnisme du mouvement : catastrophisme, constitution du néolibéralisme en quasi-Mal absolu (au lieu d'en faire un des maux qui nous contraignent), schémas conspirationnistes, fantasme de « la société de contrôle ».

Il va même plus loin :

« Cette gauche radicale anti-pass a aussi pu tenir un discours ambivalent à l'égard de la vaccination. Favorable à celle-ci en théorie, elle a été parfois complaisante avec les théories dangereuses de certains « antivax », a souvent minorisé les bienfaits du vaccin, voire, comme l'a fait Mme Stiegler récemment, en déclarant que le vaccin n'avait qu'un « léger » effet de freinage de la maladie et que les vaccinés étaient « hautement contaminateurs » en ce qu'ils pourraient abandonner les gestes barrières ».

¹⁸ On pourra se référer à son article sur le livre de Frédéric Lordon (2015) sur le site de médiapart. On regrettera qu'il tombe dans de tels procédés, car, ce faisant, il met sur un plan secondaire des points de critique autrement plus légitime.

Passons sur la qualification, en forme de disqualification, parfaitement gratuite et injustifiée, de « gauche radicale ». Passons également sur les prénotions « antivaxx » et « anti-pass » dont l'usage intégraliste montre un niveau de sociologie pré-Durkheimien, c'est-à-dire une non-sociologie doxosophique. En revanche, ne passons pas sur le réel, les faits, car c'est bien avec ceux-ci que Corcuff est franchement embrouillé. En effet, les vaccins n'ont ni ralenti ni arrêté la pandémie, nulle part, et n'ont pas empêché la contamination. Ceci relève du réel et non pas de la discussion, car on ne peut prouver de tels effets en dépit de la généralisation de ces médicaments. Pis encore, la vaccination a entraîné une multiplication des cas positifs, ce que montrent sans ambiguïtés les statistiques réalisées par le Center for Systems Science and Engineering de la Johns Hopkins University¹⁹ (Ce rappel ne préjuge en rien de la pertinence du vaccin contre la mortalité, mais ces faits sont bien établis et on ne peut se permettre le luxe de la cécité volontaire). Mais pour quelles raisons un professeur de sciences politiques, libertarien affiché, auteur de « La grande confusion », parfaitement incompetent sur le sujet de la pandémie, fait-il preuve de telles confusions ? Parce qu'en réalité il justifie la domination en dénigrant tout propos n'allant pas dans son sens, et ce même quand le réel tape à sa porte. C'est pourquoi cette profusion d'accusations, proche du flot d'insultes, lui permet de ne pas assumer clairement son banal parti-pris idéologique, celui du capital et de l'État sous gouvernance de « l'extrême centre » (Deneault, 2017, Ali, 2015). Mais le politologue n'en reste pas là, car, ce faisant, il ratiboise une deuxième règle basique en sciences sociales : la *Wertfreiheit* (Max Weber, Isabelle Kalinowski, 2005), ce qu'on appelait autrefois la « neutralité axiologique » et qui a récemment été traduit plus justement par la « non-imposition des valeurs ». Pour Max Weber, celle-ci s'opposait à la « propagande ». Autrement dit, le rôle de l'intellectuel était de ne pas faire mésusage de sa position pour imposer ses propres valeurs. Dans son prolongement, la notion de réflexivité telle qu'elle a été développée par Pierre Bourdieu éclaire un peu plus cette règle fondamentale des sciences humaines :

« Entendue comme travail par lequel la science sociale, se prenant elle-même pour objet, se sert de ses propres armes pour se comprendre et se contrôler, elle est un moyen particulièrement efficace de renforcer les chances d'accéder à la vérité en renforçant les censures mutuelles et en fournissant les principes d'une critique technique, qui permet de contrôler plus attentivement les facteurs propres à biaiser la recherche ». (Bourdieu, 2001)

Inconscient qu'il ne fait qu'être un relai de l'idéologie dominante, P. Corcuff n'arrive pas à voir qu'il la justifie en tout point. De son point de vue, le réel qui contredit sa solidarité réelle avec la domination et les dominants n'est qu'un fantasme conspirationniste. Cela dit, son propos n'a d'existence et d'importance que dans le sens où il s'adosse à ces forces sociales clairement identifiables et qu'il

¹⁹ <https://systems.jhu.edu/research/public-health/ncov/>.

se charge de disqualifier ceux qui ne suivent pas la marche. Voilà très exactement comment les sciences sociales et politiques se transforment en instrument de propagande comme le craignait déjà en son temps Max Weber. Ici, il ne s'agit plus de confusion, mais d'effondrement. D'un effondrement qui ne se comprend que dans le cadre d'une imposition culturelle hégémonique au niveau du tissu intersubjectif d'une société et de son imaginaire. C'est pourquoi l'autonomie relative des champs sociaux a été l'objet d'un écroulement. C'est aussi pourquoi la doxa a ratiboisé l'épistémè.

CONCLUSION

D'un point de vue général, la période de pandémie de Covid-19 montre l'émergence de phénomènes exceptionnels. Nouvel acteur dont le poids montait en puissance depuis plusieurs années, les réseaux sociaux ont montré leur rôle d'instrument de propagande et de censure en prolongement des États et du capital. C'était une évidence en regard d'une situation comme celle du crédit social en Chine, mais malgré les mises en garde de plusieurs collectifs comme la Quadrature du net en France, ses effets délétères sur la démocratie n'étaient pas toujours bien pris au sérieux. Cette période de chamboulement a fait éclater au grand jour le pouvoir sous une forme chimiquement pure. En effet, les géants du numérique, le capital, la grande industrie pharmaceutique qui lui appartient et les États ont semblé ne faire plus qu'un, se répondant l'un à l'autre en prenant les habits du sauveur messianique ou de l'autorité paternelle bienveillante et violente par bienveillance.

Dans ces conditions, une multitude de groupes sociaux ont saisi cette fenêtre d'opportunités. Les premiers pour protéger les victimes de l'État, les seconds pour devenir des courroies de transmission du narratif officiel et obtenir une reconnaissance de la part des pouvoirs publics et des médias. Il a existé une confusion bien réelle où les collectifs de droite prenaient le rôle de la gauche protectrice des victimes et la gauche prenait le rôle d'une droite aux avant-postes de la lutte contre toute forme de contestation. Ces évolutions mériteraient sans doute une analyse plus fine. Pour une part, le milieu de la recherche scientifique s'est trouvé exposé et entraîné dans des conflits qui le dépassent. On peut se demander si son autonomie relative ne s'est pas évaporée à cette occasion ou, au contraire, si ce n'est pas la profondeur de son hétéronomie qui a été révélée. Dans cette atmosphère d'hystérisation collective, des phénomènes de censure sont apparus à un niveau rarement égalé ces dernières décennies comme nous l'avons montré. La pauvreté de la réaction des intellectuels est ici notable. Pire encore, des vedettes comme Noam Chomsky, cet analyste anarchiste assumé, ont prôné l'enfermement des non-vaccinés. Slavoj Žižek ne fait pas mieux lorsqu'il explique en communiste assumé vivant aux USA qu'il faut faire confiance au capital *a priori* et à ses solutions technologiques. Ces déclarations gratuites de soumission à la domination, à l'État et au capitalisme sont sans doute

révélatrices de quelque chose de plus profond sur le rôle des intellectuels dans ce type de système dès lors qu'on leur retire la possibilité ou qu'ils s'interdisent de livrer une analyse de la réalité en décalage avec le narratif officiel. Mais la réaction des intellectuels renvoie à celle du champ politique et la nourrit en retour. C'est en ce sens qu'on peut parler d'un *putsch* du duo capitalisme-État. Cela n'est pourtant pas suffisant pour imposer une hégémonie. Il a en effet existé « une division du travail de domination » pour reprendre l'expression de Pierre Bourdieu (2013), entre divers acteurs qui entrent en résonance. Dans cette perspective, on peut se demander si les associations et autres *fact-checker* évoqués, qui ont propagé le narratif officiel et réalisé une opération de disqualification continue auprès de tout discours dissident, ne sont pas les acteurs subalternes et officieux du ministère de la vérité.

À l'inverse, une telle dynamique a laissé la place libre aux organisations de droite ou d'extrême droite. Vers qui se tourner pour les fonctionnaires publics refusant l'inoculât produit par l'industrie pharmaceutique et victime d'un des plus grands plans de licenciement dans l'histoire récente ? Il n'y avait qu'une solution qui se trouvait dans les nouveaux collectifs émergents. Ceux-ci se sont professionnalisés très rapidement, ont su faire alliance avec des organisations diverses.

Plus généralement, cette analyse montre l'émergence d'une logique de bipolarisation entre divers courants sociopolitiques qui met en scène des conflits entre formes d'autorité, une mobilisation de la science et une économie des croyances spécifiques. Il importe de se demander si ce contexte exceptionnel n'a pas favorisé le déploiement d'un univers de post-vérité alimenté par les réseaux sociaux, où sont venus se greffer les subjectivités des acteurs. On a l'impression que les plages d'autonomie de différents champs sociaux se sont effondrées : dans les médias, les sciences biomédicales, sociales ou politiques. Pis encore, le harcèlement vis-à-vis de la critique a imposé sa propre vérité, car les chercheurs qui sont restés silencieux pour ne pas être exposés sont probablement nombreux et n'ont toujours pas ouvert la boîte de Pandore de la pandémie...

BIBLIOGRAPHIE

1. Ali, T. (2015). *The Extreme Center: A Warning*, London, Verso.
2. Alla, F. & Stiegler, B. (2022). *Santé publique : année zéro*, Paris Gallimard.
3. Agamben, G. (2021). *Where Are We Now? The Epidemic as Politics*, London, Eris.
4. Becker, H. S. (1985). *Outsider. Études de sociologie de la déviance*, Paris, Métailié.
5. Bendavid E. *et al.* (2020). "Assessing mandatory stay-at-home and business closure effects on the spread of COVID-19", *European Journal of Clinical Investigation*, vol. 51.
6. Bourdieu, P. (1994). « L'emprise du journalisme », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 101-102, p. 3-9.
7. Bourdieu, P. (1996). *Sur la télévision*, Paris, Raisons d'agir.
8. Bourdieu, P. (2001). *Science de la science et réflexivité. Cours au Collège de France, 2000-2001*, Raisons d'agir.

9. Bourdieu, P. (2011). « Champ du pouvoir et division du travail de domination: Texte manuscrit inédit ayant servi de support de cours au Collège de France, 1985–1986 », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 190 (5), p. 126–139.
10. Buzyn, A. (2023). *Journal Janvier-juin 2020*, Paris, Flammarion.
11. Combes, R. & Davies, M. (19.01.2022). “Facebook versus the BMJ: when fact checking goes wrong”, *The British Medical Journal*. <https://www.bmj.com/content/376/bmj.o95#ref-2>.
12. Cohen, J. & Kupperschmidt, K. (2020). “‘A very, very bad look’ for remdesivir”, *Science*, vol. 370, n°65–17.
13. Corcuff, P. (2021). *La grande confusion. Comment l'extrême droite gagne la bataille des idées*, Paris, Textuel, 2021.
14. Deneault, A. (2017). *Politique de l'extrême centre*, Montréal, Lux.
15. Dubois L. (2004). « L'hôpital et le droit communautaire », *Les tribunes de la santé*, presses de Sc.-Po., 2, pp. 37–45.
16. Foucart, S., Horel, S. et Laurens, S. (2021). *Les Gardiens de la raison. Enquête sur la désinformation scientifique*, Paris, La Découverte.
17. Ioannidis, J.P. (2021). “How the pandemic is changing the norms of science”, *Tablet*, 9th of september.
18. Jefferson, T. *et al.* (2023). “Physical interventions to interrupt or reduce the spread of respiratory viruses”, *Cochrane Database of Systematic Reviews*.
19. *Journal des anthropologues* (2023). « Imaginaires en pandémie », p. 172–173.
20. Juvin P.-A. et alii. (2019). *La casse du siècle : à propos des réformes de l'hôpital public*, Paris, Raisons d’agir.
21. Lordon, F., (2015). *Imperium*, Paris, La Fabrique.
22. Meherali, S. *et al.* (2021). “Mental Health of Children and Adolescents Amidst COVID-19 and Past Pandemics: A Rapid Systematic Review”, *International Journal of Environmental Research and Public Health*.
23. Merton, R. K. (1973). « The Normative Structure of Science » (1942) in Storer N.W. (ed.), *The Sociology of Science*, Chicago, University of Chicago Press, pp. 267–278.
24. Mucchielli, L. (2022). *La Doxa du Covid/ Tome 1 : Peur, santé, corruption et démocratie*, Bastia, Éolienne.
25. Mucchielli, L. (2022). *La Doxa du Covid/ Tome 2 : Enquête sur la gestion politico-sanitaire de la crise du Covid*, Bastia, Éolienne.
26. Stiegler, B. (2021). *De la démocratie en pandémie : santé, recherche, éducation*, Paris, Gallimard.
27. Selim, M (Dir.) (2020). *Anthropologie d'une pandémie*, Paris, L'Harmattan.
28. Selim, M, Phélinas P. (eds), (2023). *Devenir en régime pandémique ?* Paris, L'Harmattan.
29. Shir-Raz, Y. *et al.* (2022). “Censorship and Suppression of Covid-19 Heterodoxy: Tactics and Counter-Tactics”, *Minerva*, Springer : p. 1–27.
30. Stefanoni, P. (2022). *La rébellion est-elle passée à droite*, Paris, La découverte.
31. Weber, M., Kalinowski, I. (2005). *La science, profession et vocation. Suivi de Leçons wébériennes sur la science & la propagande*, Marseille, Agone.